

Comme les lanternes du gouvernement et du très honorable premier ministre, en particulier, semblent éteintes, nous allons tenter d'apporter un peu de lumière dans ce débat, sans être assurés toutefois d'y réussir, car, ordinairement, le gouvernement ferme les yeux et se bouche les oreilles devant les revendications créditistes.

Pour résumer, monsieur le président, les causes de l'inflation peuvent s'établir comme il suit: Tentatives des salariés en vue de rattraper la hausse des prix; revenu exagéré de certains administrateurs et profits exorbitants de certaines entreprises; les «combines», les cartels et les monopoles, qui imposent des prix injustifiés aux consommateurs canadiens; les impôts, les taxes et les droits de toutes sortes qu'imposent les gouvernements et, finalement, les politiques bancaires et monétaires qui sont utilisées. Voilà le résumé des causes de l'inflation. C'est sur le dernier sujet que je voudrais insister, monsieur l'Orateur.

En 1963, un homme s'est promené dans la province de Québec et à travers le Canada, en débâtant contre les créditistes et les solutions qu'ils proposaient à l'occasion de l'élection fédérale en cours. Cet homme, jouissant du fort prestige attaché au titre de président de la Bourse de Montréal et de la Bourse canadienne, devait rapidement trouver sa récompense politique. Il siège aujourd'hui à la Chambre, à titre de ministre des Postes et des Communications (M. Kierans). Vous l'avez reconnu: c'est lui qui a imposé aux Canadiens la hausse postale la plus discutée et la plus scandaleuse et qui a contribué, à sa façon, à la pression inflationniste.

Le ministre des Postes et des Communications parlait alors d'un nouveau mythe, le «mythe Kierans».

Parlant de la hausse des prix et de l'inflation actuelle, il disait, comme l'atteste la page 8971 du compte rendu officiel des débats de la Chambre du 22 mai, et je cite:

... qu'aurons-nous donc gagné? Nous sommes tous affectés par l'inflation, à mesure que la valeur de notre dollar, de nos dépôts dans les caisses populaires, de nos obligations d'épargne et de nos salaires, s'effrite sous l'action de ce cancer.

• (9.10 p.m.)

L'honorable ministre des Postes et des Communications parle d'un cancer, en traitant de l'inflation. «L'inflation est un cancer», dit-il. Mais il doit savoir qu'un cancer ne se guérit pas, parce que nous n'avons pas encore découvert les médicaments, les remèdes, les antibiotiques capables de détruire le virus qui cause le cancer.

[M. Matte.]

Dans le système financier actuel, le cancer de l'inflation restera inguérissable tant qu'on apposera tout simplement un cataplasme sur une jambe de bois et qu'on ne voudra pas utiliser des méthodes nouvelles, des méthodes que proposent les créditistes depuis fort longtemps.

Le ministre des Postes et des Communications parlait, à la Chambre, le 22 mai, de la valeur de notre dollar qui diminue. Il ajoutait que la valeur de nos épargnes était à la baisse et que celle de nos obligations diminuait également. La valeur de nos salaires baisse à cause de l'inflation. C'est ce qu'il reconnaît, en conclusion.

Rien de plus vrai, monsieur l'Orateur.

Les statistiques fédérales nous indiquent qu'en mars 1969, l'indice du coût de la vie atteignait 123.2, comparativement à 122.6 en février et à 118.6 en mars 1968, soit une hausse de 4.6 depuis un an.

Donc, le coût de la vie augmente. Les prix augmentent. La valeur de notre dollar diminue et nous sommes aux prises avec l'inflation. Le ministre des Postes et des Communications a raison. L'inflation existe. Le gouvernement le reconnaît lui-même.

Mais qui donc dirige le Canada? Les libéraux ou les créditistes? Quelle doctrine financière applique-t-on au Canada? Le régime financier, cher au ministre des Postes et des Communications, ou celui que propose le Ralliement créditiste?

La réponse est claire. Les libéraux sont au pouvoir et l'inflation existe au Canada. Le régime financier que dénoncent les créditistes régit toutes les activités économiques au Canada et nous avons l'inflation.

Il ne peut en être autrement, monsieur l'Orateur, parce que le régime financier actuel est, par sa nature même, une source d'inflation continue et progressive.

C'est ce que je veux tenter de démontrer au cours des quelques minutes qui me restent.

Nous avons déjà démontré qu'il n'existe pas un dollar en circulation qui n'ait été créé par le système bancaire. Tout le crédit actuellement en existence au Canada est une créature bancaire.

Quelles sont les conséquences de cet état de fait, monsieur l'Orateur? Donnons un exemple.

Supposons qu'un industriel veuille mettre des produits sur le marché et s'amène à la banque en vue de financer sa production. Ayant apporté les garanties nécessaires, soit le nantissement de son entreprise, la banque lui fait une avance de \$100,000, avec la promesse qu'il devra rembourser, disons, \$108,000 à la fin de l'année si le taux d'intérêt est de 8 p. 100.